

## Avis officiels

*Secrétariat permanent de Recrutement du Personnel de l'Etat*

Constitution d'une réserve de recrutement de laborantins (chimie clinique), masculins et féminins, d'expression néerlandaise, pour la « Waterzuiveringsmaatschappij van het Kustbekken ». Résultats, p. 4511.

*Ministère de la Justice*

Ordre judiciaire, p. 4511. — Direction du Moniteur belge. Brochures et tirés à part, p. 4511. — Brochures des Communautés européennes, p. 4513. — Sommaire du *Journal officiel des Communautés européennes* du 12 mars 1987, nos L 68 et L 69; du 13 mars 1987, n° L 70; du 14 mars 1987, n° L 71 et du 16 mars 1987, n° L 74, p. 4515.

*Ministère des Finances*

Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Publications prescrites par l'article 770 du Code civil. Successions en déshérence, p. 4519.

*Ministère des Affaires économiques*

Institut belge de normalisation (IBN). Enquêtes publiques, p. 4520.

*Ministère de la Prévoyance sociale*

Accidents du travail. Transfert de portefeuille assurances-loi, p. 4521. — Transfert du services des rentes et du portefeuille d'assurance-loi, p. 4521. — Transfert de portefeuille-loi, p. 4521.

*Exécutifs — Ministère de la Communauté française*

Circulaire du 18 décembre 1986. Aide sociale aux candidats réfugiés politiques, p. 4521.

## Officiële berichten

*Vast Secretariaat voor Werving van het Rijkspersoneel*

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke nederlandstalige laboranten (klinische scheikunde), voor de Waterzuiveringsmaatschappij van het Kustbekken. Uitslagen, bl. 4511.

*Ministerie van Justitie*

Rechterlijke Orde, bl. 4511. — Bestuur van het Belgisch Staatsblad. Brochures en overdrukken, bl. 4511. — Brochures van de Europese Gemeenschappen, bl. 4513. — Inhoud van het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 12 maart 1987, nrs. L 68 en L 69; van 13 maart 1987, nr. L 70; van 14 maart 1987, nr. L 71 en van 16 maart 1987, nr. L 74, bl. 4515.

*Ministerie van Financiën*

Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek. Erfloze nalatenschappen, bl. 4519.

*Ministerie van Economische Zaken*

Belgisch instituut voor normalisatie (BIN). Publikaties ter kritiek, bl. 4520.

*Ministerie van Sociale Voorzorg*

Arbeidsongevallen. Overdracht van portefeuille wetsverzekering, bl. 4521. — Overdracht van rentedienst en portefeuille wetsverzekering, bl. 4521. — Overdracht van portefeuille-wet, bl. 4521.

*Executieven — Ministerie van de Franse Gemeenschap*

Opmzendbrief van 18 december 1986. Maatschappelijke hulpverlening aan de kandidaten-politieke vluchtelingen, bl. 4522.

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 87 — 568

11 MARS 1987. — Arrêté royal relatif à la sécurité et aux conditions de travail du personnel occupé dans les exploitations de terrils de mines

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail;

Vu l'avis du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en égard aux dispositions du décret du 9 mai 1985 du Conseil régional wallon concernant la valorisation des terrils, il convient de prendre d'urgence des mesures en vue d'assurer la sécurité des travailleurs occupés dans l'exploitation des terrils de mines; qu'en effet, depuis l'entrée en vigueur dudit décret aucune disposition réglementaire n'assure la sécurité des travailleurs occupés dans des exploitations nouvellement autorisées;

## WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 87 — 568

11 MAART 1987. — Koninklijk besluit betreffende de veiligheid en de arbeidsvoorwaarden van het personeel tewerkgesteld in de ontginningen van steenbergen van mijnen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, in het bijzonder op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat gezien de bepalingen van het decreet van 9 mei 1985 van de Waalse Gewestraad inzake de ontsluiting van steenbergen, er dringend maatregelen moeten genomen worden om de veiligheid van de arbeiders tewerkgesteld in de ontginning van steenbergen van mijnen te waarborgen; dat sedert de inwerkingtreding van dit decreet inderdaad geen enkele reglementaire bepaling de veiligheid van de in nieuw vergunde ontginningen tewerkgestelde arbeiders waarborgt;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Le présent arrêté est applicable à toute personne occupant un ou des travailleurs en vertu d'un contrat de louage de travail dans l'exploitation d'un terril et à ces travailleurs eux-mêmes.

Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « terril », tout dépôt temporaire ou permanent résultant de l'activité des mines de houille;

2° « exploitation d'un terril », les travaux d'extraction, d'évacuation, d'élimination, de transformation ou d'utilisation sur place, des matières qui composent le terril.

**Art. 2.** L'occupation d'un ou de plusieurs travailleurs en vertu d'un contrat de louage de travail dans l'exploitation d'un terril est précédée d'une déclaration faite à l'ingénieur en chef-directeur des mines de l'administration des mines compétent.

Cette déclaration indique les procédés et installations à mettre en œuvre. Il y est joint, en double expédition, un plan indiquant la disposition de ces installations.

Il est donné acte de cette déclaration. Cet acte, qui conditionne la mise au travail des travailleurs, mentionne, le cas échéant, des conditions particulières à observer en ce qui concerne la sécurité et les conditions de travail de ces travailleurs.

**Art. 3.** Les travaux sont effectués sous l'autorité d'un agent responsable désigné par l'exploitant à l'ingénieur en chef-directeur des mines.

La lettre portant désignation de l'agent responsable est contresignée par cet agent pour acceptation; elle accompagne la déclaration prescrite à l'article 2.

L'agent responsable a pour mission de veiller à l'observation du présent arrêté et, de manière générale, de tout règlement relatif à la sécurité des travailleurs et dont l'administration des mines est chargée d'assurer l'exécution. Il ordonne toutes les mesures qui apparaissent nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs, soit de sa propre initiative, soit à l'intervention de l'ingénieur en chef-directeur des mines ou de son délégué.

Il peut se faire assister par un ou plusieurs adjoints placés sous ses ordres et dont il définit explicitement par écrit la mission dont il les rend responsables. Ces adjoints contresignent pour acceptation l'ordre de mission.

**Art. 4.** Les travaux sont conduits de manière à éviter autant que possible, les chutes inopinées de terrains.

Il est notamment interdit d'exploiter en cavant, c'est-à-dire en créasant au pied d'un talus pour créer un surplomb favorisant l'abatage.

**Art. 5.** S'il existe au sommet du terril des pentes accusées, susceptibles d'être à l'origine de dévalèments de blocs, le sommet du terril est préalablement arasé.

Les produits provenant de cet arasement sont déversés sur les flancs du terril; leur reprise au pied du terril se fait mécaniquement et sous condition que l'inclinaison du front de chargement sur l'horizontale soit maintenue sensiblement égale à celle du talus naturel des produits enlevés.

**Art. 6.** L'exploitation du terril peut s'effectuer par raclages successifs de minces tranches à partir d'une surface initialement existante au sommet du terril ou y créée par arasement préalable. Les pierres raclées sont poussées vers le bas du terril et reprises à son pied de la manière prescrite à l'article 5, alinéa 2.

**Art. 7.** Si la méthode mentionnée à l'article 6 n'est pas appliquée l'exploitation s'effectue par gradins descendants successifs soit au moyen d'engins travaillant au pied de la butte, soit au moyen d'engins à pelle rétro travaillant au sommet des gradins.

**Art. 8.** Dans le cas de l'abatage au pied de la butte, le nombre et la hauteur des gradins sont choisis en fonction de la compacité des déblais et des caractéristiques des engins d'abatage afin que des glissements éventuels ne puissent mettre en péril la sécurité du conducteur de l'engin d'abatage lorsque celui-ci se trouve dans sa position la plus proche du front.

Si le front d'abatage ne se talute pas suffisamment, sa hauteur est limitée à la hauteur maximum de déploiement de l'engin d'abatage augmentée de 1 m.

Lorsque le sommet d'un gradin est boisé, les arbres dont la taille est telle qu'ils puissent atteindre le conducteur de l'engin d'abatage lors de leur chute sont abattus préalablement à l'attaque du front.

Op de voordracht van On e Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op ieder persoon die één of meerdere arbeiders krachtens een arbeidsovereenkomst tewerkstelt in de ontginning van een steenberg, en op die arbeiders zelf.

In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° « steenberg », elke tijdelijke of permanente stortplaats die het resultaat is van de werking van steenkolenmijnen;

2° « ontginning van een steenberg », het ophalen, het wegvoeren, het verwijderen, het omzetten of het gebruiken ter plaatse van de materie waaruit de steenberg samengesteld is.

**Art. 2.** De tewerkstelling krachtens een arbeidsovereenkomst van één of meerdere arbeiders in de ontginning van een steenberg wordt voorafgegaan door een aangifte gericht aan de bevoegde hoofd-ingenieur-directeur der mijnen van de administratie van het mijnwezen.

Deze aangifte beschrijft de procédés en de installaties die gebruikt zullen worden. Daarbij wordt een plan in twee exemplaren gevoegd waarop de opstelling van die installaties vermeld wordt.

Van de aangifte wordt akte verleend. Die akte welke een voorwaarde is voor de tewerkstelling van de arbeiders, vermeld in voorkomend geval de bijzondere voorwaarden die nageleefd moeten worden inzake de veiligheid en de arbeidsvoorwaarden van die arbeiders.

**Art. 3.** De werken worden uitgevoerd onder het gezag van een verantwoordelijke agent aangewezen door de exploitant bij de hoofd-ingenieur-directeur der mijnen.

De brief die de aanwijzing van de verantwoordelijke agent bevat, wordt door deze agent voor goedkeuring medeondertekend; deze brief wordt bij de in artikel 2 voorgeschreven aangifte gevoegd.

De verantwoordelijke agent heeft als opdracht te waken over de naleving van het onderhavige besluit, en, in het algemeen, van alle reglementeringen inzake de veiligheid van de werknemers en waarvan de administratie van het mijnwezen belast is met de uitvoering ervan. Hij legt alle maatregelen op die voor de veiligheid van de arbeiders noodzakelijk zijn, ofwel op eigen initiatief, ofwel door tussenkomst van de hoofd-ingenieur-directeur der mijnen of van zijn afgevaardigde.

Hij kan zich laten bijstaan door één of meerdere adjuncten die rechtstreeks aan hem ondergeschikt zijn en van wie hij uitdrukkelijk schriftelijk de opdracht omschrijft die hij hun toebedeelt. Deze adjuncten medeondertekenen de opdracht voor goedkeuring.

**Art. 4.** De werken worden zodanig uitgevoerd dat onverwachte grondinstortingen zoveel mogelijk vermeden worden.

Het is met name verboden om door ondergraving te ontginnen, dat wil zeggen te delven aan de voet van een talud, zodat een overhelling ontstaat, om de winning te bevorderen.

**Art. 5.** Als er aan de top van de steenberg scherp uitstekende hellingen zijn, waardoor er brokken zouden kunnen neerstorten; moet de top van de steenberg van te voren afgevlakt worden.

De produkten afkomstig van die afvlakkingswerken, moeten op de steenbergflanken gestort worden; het opruimen ervan aan de voet van de steenberg dient mechanisch te gebeuren en op voorwaarde dat de helling van het laadfront ten opzichte van de horizontale lijn duidelijk evenwijdig blijft met de helling van het natuurlijke talud van de afgegraven produkten.

**Art. 6.** De steenberg mag ontgonnen worden door opeenvolgende dunne lagen af te schrapen vanaf een oppervlak dat oorspronkelijk op de top van de steenberg bestond of dat is ontstaan door de voorafgaande afvlakking van de top. De afgeschraapte stenen worden naar de voet van de steenberg geduwd en daar opgeruimd op de manier bepaald in artikel 5, 2e lid.

**Art. 7.** Indien de methode beschreven in artikel 6 niet wordt toegepast, gebeurt de ontginning door opeenvolgende treden in neerwaartse richting af te graven, ofwel met machines geplaatst voor het front, ofwel met graafmachines uitgerust met retroschoppen geplaatst aan de top van de treden.

**Art. 8.** In het geval van de winning aan de voet van het front, wordt het aantal en de hoogte van de treden bepaald in functie van de dichtheid van het steenafval en van de eigenschappen van de winningsmachines, zodat eventuele grondverschuivingen de veiligheid van de bestuurder van de winningsmachine niet kunnen bedreigen wanneer hij zich het dichtst bij het front bevindt.

Als het winningsfront niet behoorlijk hellend aangelegd kan worden, wordt de hoogte ervan beperkt tot de maximale reikhoogte van de winningsmachine verhoogd met 1 m.

Als de top van een trede bebost is, moeten de bomen die zo omvangrijk zijn dat ze in hun val de bestuurder van de winningsmachine kunnen verwonden, vóór de inbraak van het front geveld worden.

**Art. 9.** Toute circulation de personnel, tout stationnement, tout travail sont interdits au bas d'un gradin dont l'abattage s'effectue au pied de la butte, et ce, dans une zone définie par l'agent responsable et dont la largeur est au moins égale à la hauteur du front de chargement.

Cette disposition ne s'applique cependant pas aux engins mécaniques de chargement et aux véhicules en cours de chargement à condition que leur conducteur ne quitte pas le poste de conduite à l'intérieur de cette zone et que ce poste de conduite soit protégé. Elle ne s'applique pas non plus à des interventions d'urgence à condition que celles-ci soient de très courte durée et effectuées sous la surveillance de l'agent responsable ou d'un de ses adjoints.

**Art. 10.** Si la composition du sol d'assise du terril et sa pente sont de nature à favoriser un glissement en masse du terril, il est veillé à ne pas engendrer, par abandon ou exploitation retardée de certaines parties du terril, des pressions différentielles sur ce sol d'assise susceptibles de créer une rupture d'équilibre dans celui-ci.

**Art. 11.** Une personne expérimentée, désignée par l'agent responsable, assure une surveillance régulière pour apprécier la cohésion de la masse, déceler d'éventuelles fissures et peigner en cas de nécessité. Cette surveillance a lieu notamment au début de chaque poste de travail; elle est particulièrement renforcée avant toute reprise du travail, en période de gel, de dégel ou de fortes pluies et après tout arrêt de longue durée.

**Art. 12.** Les pistes et rampes d'accès au plateau ou aux gradins et ces gradins eux-mêmes sont de largeur suffisante et longes de talus dont l'inclinaison présente toutes les garanties voulues de stabilité; elles permettent l'évolution aisée des engins d'abattage de chargement et de transport.

**Art. 13.** Aux endroits où, nonobstant les dispositions de l'article précédent, des véhicules peuvent, en déviant fortuitement de leur trajectoire normale, tomber dans le vide, des butées de terre, pierres ou autres matériaux sont aménagées.

**Art. 14.** Les dispositions de sécurité du matériel roulant font l'objet d'une vérification, au moins trimestrielle par un agent qualifié.

Il est tenu note de la date de cette vérification, des constatations faites et des réparations effectuées.

**Art. 15.** Si des émanations suspectes de gaz se manifestent ou si une zone de combustion vive est rencontrée, le travail est immédiatement suspendu. Il ne reprend que sur ordre de l'agent responsable qui prescrit éventuellement des mesures complémentaires de sécurité.

**Art. 16.** Il est interdit de désancrer les silos en y pénétrant par le bas; ce travail ne peut être entrepris que par le haut. Le préposé à ce travail est attaché par une ceinture de sécurité fixée à une corde passée autour d'un point fixe et tenue tendue par un surveillant; il dispose d'un appui autre que la matière emmagasinée.

Peut également être admise pour le désancrage des silos toute autre méthode présentant une sécurité au moins équivalente et dont les modalités d'application font l'objet de consignes de la part de l'agent responsable.

**Art. 17.** Sans préjudice des mesures qui pourraient être prescrites par l'inspection médicale de l'administration de l'hygiène et de la médecine du travail, l'exploitant prend des dispositions pour limiter l'inhalation d'air poussiéreux par son personnel.

Dans ce but, lorsque l'état de siccité de la matière le justifie ou lorsque des conditions atmosphériques particulières l'exigent, il est procédé à l'humidification des produits avant leur extraction, chaque fois que cela est possible, et en tout cas avant criblage et chargement. Dans les mêmes circonstances, il est procédé à un arrosage des stocks de produits finis.

Toutefois si des indices d'une combustion intérieure dans le terril sont constatés, il est veillé à ne pas provoquer d'afflux d'eau dans des fissures ou crevasses du terril afin d'éviter la production de gaz inflammables ou explosibles; la même précaution est prise en cas de combustion de stocks de produits finis et de dépôts résiduels.

En période de temps chaud et sec, les pistes servant au passage des camions sont arrosées et traitées au besoin avec un produit hygroscopique.

**Art. 18.** Sans préjudice des mesures qui pourraient être prescrites par l'inspection médicale de l'administration de l'hygiène et de la médecine du travail, l'exploitant prend des mesures propres à réduire les inconvénients résultant pour le personnel du bruit provoqué par les installations.

**Art. 9.** Beneden aan een trede die aan de voet van het front ontgonnen wordt, is het voor het personeel verboden te circuleren, te staan en te werken binnen een zone die bepaald wordt door de verantwoordelijke agent en waarvan de breedte ten minste gelijk is aan de hoogte van het laadfront.

Die bepaling is evenwel niet van toepassing op de mechanische laadmachines en op de voertuigen die met het opladen bezig zijn, op voorwaarde dat de bestuurder de bestuurdersruimte niet verlaat binnen deze zones en dat de bestuurdersruimte beschermd is. Ze is ook niet van toepassing bij spoedinterventies, op voorwaarde dat ze van zeer korte duur zijn en uitgevoerd worden onder toezicht van de verantwoordelijke agent of van een van zijn adjuncten.

**Art. 10.** Als er door de samenstelling van de onderliggende bodemlaag van de steenberg en door zijn helling een massale grondverschuiving van de steenberg zou kunnen ontstaan, moet erop toegezien worden dat er door het opgeven of door een vertraagde ontginning van sommige gedeelten van de steenberg geen differentieële druk op deze bodemlaag ontstaat, waardoor het evenwicht ervan verbroken zou kunnen worden.

**Art. 11.** Een ervaren persoon, aangeduid door de verantwoordelijke agent, voert regelmatig een controle uit om de cohesie van de massa te beoordelen, om eventuele scheuren op te sporen en om indien nodig de losse stukken af te steken. Deze controle wordt met name bij het begin van elke werkpost uitgevoerd; ze dient bijzonder grondig te gebeuren vóór elke werkhervatting, bij vriesweer, bij dooi of zware regens en na elke langdurige onderbreking.

**Art. 12.** De toegangsrijstroken en -hellingen naar het plateau of naar de treden, evenals die treden zelf zijn voldoende breed en afgeboord met berm en door hun helling een zo groot mogelijke stabiliteit waarborgen; ze moeten het mogelijk maken om de winnings-, laad- en transportmachines gemakkelijk te verplaatsen.

**Art. 13.** Op de plaatsen waar niettegenstaande de bepalingen van het voorgaande artikel, de voertuigen naar beneden kunnen storten wanneer ze bij toeval van hun normaal traject afwijken, worden stootblokken uit aarde, stenen of ander materiaal aangelegd.

**Art. 14.** De beveiligingsuitrustingen van het rollend materieel worden ten minste elke trimester gecontroleerd door een bevoegd agent.

De datum van die controle, de gedane vaststellingen en de uitgevoerde herstellingen worden schriftelijk bijgehouden.

**Art. 15.** Als er verdachte gasuitwasemingen worden waargenomen of een zone van hevige verbranding ontdekt wordt, worden de werkzaamheden onmiddellijk geschorst. Ze worden enkel hernomen op last van de verantwoordelijke agent die eventueel bijkomende veiligheidsmaatregelen treft.

**Art. 16.** Het is verboden de silo's te ontstoppen door er langs onder in te gaan; dit werk mag enkel langs boven gebeuren. De aangelegde voor dit werk draagt een veiligheidsriem die wordt vastgemaakt aan een touw dat rond een vast punt is geslagen en door een toezichter wordt strakgehouden; hij moet over een ander steunpunt beschikken dan de opgeslagen materie.

Elke methode die minstens dezelfde veiligheid biedt en waarvan de toepassingsmodaliteiten vervat zijn in instructies vanwege de verantwoordelijke agent, mag eveneens aangewend worden.

**Art. 17.** Onverminderd de maatregelen die door de medische inspectie van de administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde zouden kunnen opgelegd worden, treft de exploitant schikkingen om het inademen van stofrijke lucht door zijn personeel te beperken.

Op het ogenblik dat de droogte van de materie het rechtvaardigt of dat bijzondere weersomstandigheden het vereisen, worden daartoe de producten bevochtigd vooraleer ze gedolven worden, telkens dat mogelijk is en in elk geval vóór het zeven en het laden. In dezelfde omstandigheden worden de stocks van afgewerkte producten besproeid.

Indien er echter tekenen van inwendige verbranding in de steenberg worden vastgesteld, wordt erop toegezien dat de scheuren of kloven van de steenberg waterdicht blijven om het ontstaan van ontvlambare of ontplofbare gassen te vermijden; dezelfde voorzorgsmaatregel wordt getroffen bij verbranding van stocks van afgewerkte producten en van afvalproducten.

Bij warm en droog weer, worden de rijstroken voor de vrachtwagens besproeid en zo nodig met een hygroscopisch produkt behandeld.

**Art. 18.** Onverminderd de maatregelen die door de medische inspectie van de administratie van de arbeidshygiëne en -geneeskunde zouden kunnen opgelegd worden, treft de exploitant de nodige maatregelen om de geluidshinder voor het personeel veroorzaakt door de installaties te beperken.

Dans ce but, le matériel, dont notamment les pots d'échappement des moteurs à combustion interne, est maintenu en parfait état d'entretien; le cas échéant, ces pots d'échappement sont munis de silencieux.

Les machines particulièrement bruyantes situées à proximité des postes de travail sont soit entourées de capots d'insonorisation, soit placées à l'intérieur d'un bâtiment spécial.

**Art. 19.** Les digues des bassins de décantation sont construites suivant les règles de l'art. Des panneaux ou clôtures interdisent leur accès aux membres du personnel qui n'y sont pas appelés par leur service.

**Art. 20.** Tous rapports, certificats et procès-verbaux émanant d'organismes de contrôle, de bureaux d'étude ou d'experts, ayant trait à la sécurité des travailleurs ainsi qu'à la stabilité du terril, des digues des bassins de décantation et des constructions, sont tenus à la disposition de l'administration des mines.

**Art. 21.** Sans préjudice de l'observation des prescriptions précitées, l'exploitant a pour obligation de se conformer aux instructions que l'administration des mines jugera utile de lui donner en cours d'exploitation en vue d'éliminer les défauts constatés dans une installation, un aménagement ou des méthodes de travail qu'elle considère être une menace pour la sécurité des travailleurs.

**Art. 22.** Une information immédiate est donnée à l'administration des mines, par l'employeur ou son délégué, pour tout accident grave survenu dans l'entreprise.

Est considéré, entre autres, comme accident grave celui qui a occasionné ou qui est de nature à occasionner la mort et celui qui compromettrait la sûreté des travaux.

**Art. 23.** Des dérogations aux prescriptions du présent arrêté peuvent être accordées ou renouvelées, pour une durée ne dépassant pas trois ans, par l'ingénieur en chef-directeur des mines. Celui-ci peut les révoquer à tout instant.

L'ingénieur en chef-directeur des mines peut subordonner le bénéfice d'une dérogation à l'observation de conditions qu'il détermine.

Ses décisions sont motivées.

La non-observation de l'une des conditions imposées entraîne de plein droit la suspension du bénéfice de la dérogation.

**Art. 24.** Un droit de recours contre les décisions prises en application des articles 2, 21 et 23 est ouvert aux intéressés auprès du Ministre des Affaires économiques. Celui-ci statue après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des mines.

**Art. 25.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, aux conditions particulières mentionnées à l'article 2, aux instructions mentionnées à l'article 21 et aux dérogations mentionnées à l'article 23 sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail.

**Art. 26.** Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 1987.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

**Ph. MAYSTADT**

F. 87 — 569

**13 MARS 1987. — Arrêté royal**  
prescrivant une enquête par sondage sur l'effectif du cheptel porcin  
au 1er avril et au 1er août 1987

**BAUDOUIN**, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, modifiée par la loi du 1er août 1985, notamment les articles 1er à 3, 16 et 18 à 24bis;

Vu la directive n° 76/630 du 20 juillet 1976 du Conseil des Communautés européennes concernant les enquêtes à effectuer par les Etats membres dans le domaine de la production des porcs;

Daartoe wordt het materieel, en in het bijzonder de knalpotten van de motoren met interne verbranding perfect onderhouden, die knalpotten worden indien nodig met geluidsdempers uitgerust.

De bijzonder luidruchtige machines die vlakbij de werkposten opgesteld zijn, worden ofwel met geluidwerende kappen omringd, ofwel in een speciaal gebouw ondergebracht.

**Art. 19.** De dijken van de klaarvijvers worden volgens de regelen der kunst aangelegd. De toegang ertoe wordt door middel van panelen of afsluitingen ontzegd aan de personeelsleden die er wegens dienstredenen niet geroepen worden.

**Art. 20.** Alle verslagen, attesten en processen-verbaal uitgaande van controle-organismen, studiebureaus of deskundigen, die betrekking hebben op de veiligheid van de arbeiders en op de stabiliteit van de steenberg, van de dijken van de klaarvijvers en van de constructies, worden ter beschikking gehouden van de administratie van het mijnwezen.

**Art. 21.** Onverminderd de naleving van de voornoemde bepalingen, is de exploitant verplicht zich te houden aan de richtlijnen die de administratie van het mijnwezen hem tijdens de ontginning oplegt met het oog op het uitschakelen van gebreken vastgesteld in een installatie in een inrichting of in werkmethode waarvan ze oordeelt dat de veiligheid van de arbeiders erdoor in het gedrang komt.

**Art. 22.** De administratie van het mijnwezen wordt door de werkgever of zijn afgevaardigde onmiddellijk op de hoogte gebracht van elk ernstig ongeval dat zich in de onderneming voordoet.

Wordt ondermeer als ernstig ongeval beschouwd, elk ongeval dat de dood heeft veroorzaakt of tot de dood kan leiden, en dat de veiligheid van de werkzaamheden in gevaar brengt.

**Art. 23.** Afwijkingen van de bepalingen van dit besluit kunnen door de hoofdingenieur-directeur der mijnen verleend of hernieuwd worden voor een duur van ten hoogste drie jaar. Hij kan ze op ieder ogenblik herroepen.

De hoofdingenieur-directeur der mijnen kan het voorrecht van een afwijking doen afhangen van de naleving van de voorwaarden die hij bepaalt.

Zijn beslissingen zijn met redenen omkleed.

Indien een van de opgelegde voorwaarden niet wordt nageleefd, wordt het voorrecht van de afwijking van rechtswege opgeschort.

**Art. 24.** De betrokkenen kunnen bij de Minister van Economische Zaken beroep aantekenen tegen de beslissingen genomen in toepassing van de artikelen 2, 21 en 23. De Minister doet uitspraak na het advies gehoord te hebben van de inspecteur-generaal der mijnen.

**Art. 25.** De inbreuken op de bepalingen van dit besluit, op de bijzondere voorwaarden vermeld in artikel 2, op de richtlijnen vermeld in artikel 21 en op de afwijkingen vermeld in artikel 23, worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de arbeidsplaatsen.

**Art. 26.** Onze Minister van Economische Zaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 maart 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

**Ph. MAYSTADT**

N. 87 — 569

**13 MAART 1987. — Koninklijk besluit** waarbij een onderzoek bij steekproef naar de omvang van de varkensstapel op 1 april en 1 augustus 1987 wordt voorgeschreven

**BOUDEWIJN**, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, inzonderheid op de artikelen 1 tot 3, 16 en 18 tot 24bis;

Gelet op de richtlijn nr. 76/630 d.d. 20 juli 1976 van de Raad der Europese Gemeenschappen betreffende de door de Lid-staten op het gebied van de varkensproductie te houden enquêtes;